

Éducation. Après les annonces d'Emmanuel Macron sur la formation des enseignants

Entre l'exécutif et les enseignants, le fossé se creuse

LE GOUVERNEMENT cherche un « choc d'attractivité, désespérément ». Emmanuel Macron a annoncé vendredi la mise en oeuvre de la réforme de la formation des enseignants du premier degré, déjà évoquée dans les grandes lignes il y a plus d'un an. « Nous allons ouvrir des licences pour préparer au professorat des écoles dès la rentrée prochaine », a fait savoir le président de la République. Les concours de recrutement des enseignants ont actuellement lieu en seconde année de master, soit cinq années après l'obtention du baccalauréat.

Décalage permanent

L'objectif, selon ses termes, est double : augmenter la qualité de la formation, mais aussi renforcer l'attractivité de ce métier afin de répondre à la crise du recrutement. « Nous n'attendons pas à ce que l'on dégrade le niveau de recrutement, remarque Martine Quesnel, représentante FSU de la Manche. L'urgence est de rendre le métier plus attractif, et cela passe par autre chose. Il faut que les conditions de travail soient au rendez-vous. Chaque année, les enseignants sont dans la rue pour réclamer des moyens. On veut inciter les jeunes à entrer dans la profession d'un côté, et de l'autre, ils entendent parler de démission parce que les conditions de travail sont dégradées... »

Une nouvelle annonce gouvernementale, qui vient après pléthore d'autres. L'exécutif tâtonne, pour le moins. Défait ce qu'il a mis en place quelques mois auparavant, remet au goût du jour ce qui avait été réformé il y a quelques années. Sans jamais, jusque-là, répondre aux attentes de la profession et des syndicats qui la représentent. Dans le même temps, le gouvernement cherche à faire baisser les dépenses publiques, alors que le département est déjà confronté à 23 suppressions de postes et à 37 fermetures de classes pour la rentrée prochaine. « Dans ce contexte, ce n'est pas parce qu'on réduit le délai d'inscription au concours que cela va attirer les candidats, souffle un syndicaliste. C'est comme cela depuis des années. Les annonces sont faites dans l'improvisation. Il n'y a pas de vision. »

Installé à la rentrée 2023, le pacte enseignant n'a pas trouvé d'échos favorables, notamment dans le département. Emmanuel Macron a pourtant annoncé en fin de semaine de nouveaux moyens sur ces primes, plutôt qu'un changement de cap sur la rémunération. « On est vraiment dans la logique du *Travaillez plus pour gagner plus*, assure Florence Desramé, représentante de Sud Édu-

cation. On est déjà complètement saturés par une succession de missions complémentaires, années après années. En revanche, la grille indiciaire, elle, n'a pas changé, à part en tout début de carrière. En perspective de carrière, il n'y a pas beaucoup d'évolution. Et ceux qui ont quinze ans de carrière se retrouvent avec le même revenu que ceux qui sont en début de carrière. »

Dans la profession, les années Blanquer ont marqué un avant et un après, renforçant le sentiment d'être enseignant synonyme d'être devenus inaudibles.

En marge d'un rassemblement contre le « choc des savoirs » et la mise en place de groupes de niveaux, l'intersyndicale glissait l'exemple de la classe prépa seconde, « sortie du chapeau » de Gabriel Attal, selon leur expression. « Même le Dasen n'a pas été en mesure de nous expliquer vendredi son fonctionnement, faute de textes parus à ce jour, commentent les syndicats. Une improvisation de plus qui fait passer les enseignants pour des guignols, incapables de répondre aux questions légitimes des familles et des élèves. »

De l'annonce à la mise en place, il y a parfois un monde

Un épisode qui suit l'installation de la plateforme « Un jeune, une solution », censée proposer des offres de stage aux élèves de Seconde qui doivent effectuer un stage de quinze jours fin juin. À deux mois de l'échéance, 90 offres de stages sont disponibles dans le Nord-Cotentin. L'équivalent de trois classes... alors qu'il en faudrait cinq fois plus pour combler les besoins.

À l'automne dernier, le ministère avait reporté d'un mois la fin des inscriptions pour s'inscrire au concours pour devenir enseignant, concédant « ne pas avoir un nombre suffisant de candidats inscrits ». Quelques semaines plus tôt, à la rentrée de septembre, plus de 3 000 postes étaient restés vacants.

Ju. M.



Emmanuel Macron et Gabriel Attal ont fait de l'éducation une priorité du mandat. Si les initiatives se multiplient, la distance entre l'exécutif et le corps enseignant ne cesse de se creuser.